

# LETTRE D'INFORMATION SUR LES RISQUES ET CRISES



INHESJ

INSTITUT NATIONAL  
DES HAUTES ÉTUDES  
DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

LIREC

N° 16

SEPTEMBRE 2010

SPÉCIALE RENTRÉE

## Sommaire

### Actualité internationale

- Katrina : quel impact sur l'organisation des secours 5 ans après ?
  - Point sur la catastrophe de Deepwater Horizon
  - L'acceptabilité des populations à l'égard des risques : le cas chinois

### Actualité nationale

- Quel bilan en phase de postpandémie ?
- L'approche interministérielle de la communication de crise : le rôle du Service d'information du gouvernement
- La prévention contre les inondations et les submersions marines, une nouvelle priorité

### Recherche et Innovation

- Détection de matériels radioactifs
- À quand un plan pour lutter contre les astéroïdes ?

### Agenda

### Solution des mots croisés de l'été

### ZOOM DU MOIS

Le volcan islandais :  
retour sur la gestion  
d'une crise atypique

## Événement du mois

Une épidémie significative de dengue (dont le vecteur est le moustique *Aedes*) sévit dans les Antilles depuis le mois de février. 60 000 cas ont été répertoriés ces six derniers mois dont 18 mortels. Le pic pandémique semble avoir été atteint, selon l'Agence régionale de santé de la Martinique, durant la deuxième semaine du mois d'août. Les services de l'État et les collectivités territoriales ont bénéficié du soutien de l'armée, notamment pour multiplier les équipes de démoustication. La seule présence du moustique n'explique pas l'expansion brutale de cette épidémie. Seule une étude épidémiologique permettra de déterminer la conjoncture de causes qui a abouti à cette situation. La multiplication des transports à l'échelle mondiale serait néanmoins un facteur favorisant l'expansion de l'épidémie dans les deux hémisphères. Plus inquiétant, un cas non importé a été détecté pour la première fois le 13 septembre 2010 à Nice. Autre point à signaler, les efforts réalisés en matière de communication de crise par les pouvoirs publics. La CIRE Antilles Guyane, cellule de l'Institut de veille sanitaire en région, met en ligne des informations très précises sur l'état de l'épidémie. L'éradication du virus semble difficilement envisageable mais selon Sanofi Aventis, qui a mobilisé d'importants moyens de recherche sur la question, un vaccin contre la dengue pourrait être commercialisé en 2015.

# La prédominance des catastrophes naturelles

*Selon l'Organisation des Nations Unies, 211 millions de personnes seraient chaque année touchées par les catastrophes naturelles. L'été 2010 va probablement alourdir ce bilan, qui confirme le sens haussier de la fréquence et de l'intensité des catastrophes durant la dernière décennie (tableau ci-dessous)*

Nombre de catastrophes naturelles pour le premier semestre 2010 (janvier-juin)

|   | 1 <sup>er</sup> semestre 2010 | Moyenne des 1 <sup>ers</sup> semestres 2000-2009 |
|---|-------------------------------|--|
| Nombre de catastrophes                        | 162                           | 170  |
| Nombre de personnes décédées                  | 229.474                       | 30.474   |
| Nombre d'impliqués                            | 107.127.776                   | 121.387.931                                      |
| Dommages économiques (millions de dollars US) | 55.263                        | 30.712   |

Source : CRED CRUNCH  
(Centre for Research on the Epidemiology of Disasters)

## Chronique non exhaustive des événements catastrophiques des deux derniers mois

### L'eau

- Depuis le début de la mousson, des intempéries d'ampleur exceptionnelle ont frappé le continent asiatique. Avec des précipitations atteignant jusqu'à 10 fois la moyenne annuelle en moins d'une semaine, le 22 juillet dernier, les inondations meurtrières au Pakistan ont fait 17 millions de personnes sinistrées, 1500 décédés, plus de 2 000 blessés. Près de 1.2 millions de maisons ont été endommagées ou détruites malgré les évacuations préventives nécessitant la mise à l'abri de 700 000 personnes dans des camps provisoires. Cette catastrophe décrite comme un tsunami au ralenti par l'ONU, n'a pas suscité un élan de générosité suffisant pour apporter un appui suffisant à la sécurité sanitaire et alimentaire des sinistrés.
- Depuis le mois de mai, début de la saison des pluies en Amérique centrale, au moins 25 personnes ont péri dans les inondations qui ont fait environ un million de sinistrés dans le sud-est du Mexique. Les précipitations très violentes dans cette région ont également entraîné

des glissements de terrain à répétition au Guatemala, causant la mort d'au moins 44 personnes depuis le 10 septembre.

### L'air

- Entre le 24 et le 26 juillet une masse d'air froid s'est abattu dans l'hémisphère sud du continent américain provoquant des chutes de neige dans des régions dites chaudes. La température a chuté jusqu'à -3 degrés celsius dans une région où on relève habituellement 20-25 degrés. Au Pérou, le 24 juillet dernier, afin de faire face aux températures météorologiques exceptionnellement froides ayant causé la mort de centaines de personnes, le gouvernement a instauré l'état d'urgence. Les conséquences sur la faune sont tout aussi exceptionnelles. En Bolivie le pic de mortalité a atteint 27 espèces animales, essentiellement des poissons retrouvés morts dans trois principaux fleuves du pays qui ont partiellement gelé. Les vagues de froid ont également décimé des colonies de manchots sur les côtes du Brésil et du Paraguay.

### Le feu

- 52 personnes décédées, 15 000 blessés, 2 500 maisons brûlées. Le bilan de la canicule qui a sévi cet été en Russie est particulièrement sévère. 22 régions situées dans le centre du pays, dont Moscou, ont connu des températures anormalement élevées (aux alentours de 40°) causant d'intenses feux de forêts et imposant l'instauration de l'état d'urgence dans 7 régions entre le 10 et le 20 août. L'hyperthermie a entraîné un quasi doublement du taux de mortalité à Moscou durant cette période. Dans le reste de la Russie la hausse des décès est estimée à 8,6 %, soit près de 15 000 décès supplémentaires recensés par rapport à 2009. Pour mettre un terme aux incendies spectaculaires ayant dévasté plus de 800 000 hectares de végétation, et porter assistance aux victimes, une mobilisation intense des services de secours, plus de 160 000 secouristes et 68 avions, a été nécessaire. Le relogement des victimes est déjà à l'œuvre grâce à une recons-



truction accélérée. Il est également vraisemblable que les organisations fédérales et locales de réponse aux catastrophes seront modifiées pour tenir compte des carences identifiées (prévention, coordination des secours...).

- La Bolivie a également dû faire face à une sécheresse intense. 34 000 départs de feux ont été rapportés, favorisés par les brûlis agricoles et le phénomène climatique de la Niña. Depuis que l'état d'urgence a été décrété le 19 août dernier, ce sont près de 2 millions d'hectares de forêt et sous-bois qui sont partis en fumée. Le président bolivien, Evo Morales, a d'ailleurs reconnu que le gouvernement n'était pas préparé à combattre de tels feux de forêts.

### La terre

- En Chine, le 8 août dernier des glissements de terrain dans le nord-ouest de la province du Gansu ont tué 1 254 personnes provoquant la disparition de 490 personnes et causant des milliers de blessés.
- En Indonésie, le réveil du volcan Sinabung le 29 août dernier, a nécessité l'évacuation de 30 000 personnes dans des abris d'urgence. Lors de l'éruption la plus intense enregistrée ces derniers jours, une colonne de cendres s'est élevée à plus de 3 000 m d'altitude.
- Un puissant séisme de magnitude 7, a frappé la ville de Christchurch en Nouvelle Zélande, le 4 septembre dernier. Grâce à une longue tradition de construction para-sismique dans le pays, le séisme n'a pas fait de morts, seuls deux blessés graves sont à déplorer. Les dégâts matériels sont toutefois importants, près de 100 000 habitations, des routes et des infrastructures ont été endommagées.

### Quelle première analyse ?

Une meilleure connaissance des courants atmosphériques apparaît indispensable. Il s'agit notamment dans le domaine des sciences du climat de mieux connaître les phénomènes de blocages. Ces derniers plus fréquents et plus longs ces dernières années, seraient responsables d'une intensification de l'humidité ou de la chaleur sur le globe. Le premier semestre 2010 détient les records de chaleur depuis 130 ans selon la NASA. Le changement climatique ne peut néanmoins être le seul responsable.

Selon le Global assessment report on disaster risk reduction, les pays les moins résistants aux catastrophes et

où les effets sur l'homme sont accrus sont, les pays à revenu moyen et faible dont les économies sont souvent en forte croissance. La vulnérabilité des communautés est un élément souvent négligé de la géographie de la pauvreté. De plus, les politiques de prévention des risques de ces pays sont souvent décousues. Ainsi, bien que le changement climatique puisse être mis en cause, cette seule incrimination ne laisse de place qu'à une politique de prévention stérile. Cette position est soutenue par Red Constantino, chef de l'Institut pour le climat et le développement durable des villes, qui a déclaré que « *de Jakarta à Manille en passant par Bangkok, les problèmes de base sont la mauvaise gestion des déchets, la mauvaise gestion foncière, un aménagement inadéquat du territoire et de l'étalement urbain* ». Les dirigeants de ces États doivent se responsabiliser. L'accroissement de la fréquence et de l'intensité des inondations dans les régions asiatiques serait également dû à la destruction des forêts à travers le continent asiatique. La déforestation et la construction de routes et de barrages hydro-électriques ont ainsi favorisé les glissements de terrain en Chine. La désorganisation des secours au Pakistan ou en Russie a également contribué à accroître les pertes. La hausse de la mortalité en Russie pourrait également témoigner de carences du système de protection de santé national. Par ailleurs, le manque de sensibilisation des populations sur les mesures d'assainissement favorise les épidémies de choléra et réduit les capacités de résilience et de reconstruction d'un pays à la suite d'une catastrophe.

### Une nouvelle stratégie de lutte rendue indispensable

Une hausse des investissements dans les infrastructures naturelles tels que les forêts, les bassins fluviaux, les lacs et les zones humides peut contribuer à renforcer la protection contre des événements climatologiques exceptionnels. Une meilleure gestion des plaines au Pakistan aurait ainsi permis de limiter les pertes. La planification urbaine est également un facteur à prendre en compte. Ce laxisme dans la mise en œuvre des stratégies de prévention des catastrophes a conduit l'organe des Nations Unies qui en a la charge, à renouveler l'offre de formation en la matière. Une initiative a été mise en œuvre les 25 et 26 août derniers. L'UNISDR a testé dans la province du Rift au Kenya, des modules de formation pilotes, sur la réduction des risques de catastrophes dans les communautés locales. Ils visent à permettre aux communautés locales d'identifier plus efficacement les vulnérabilités propres de leur territoire en fonction des types de catastrophes naturelles auxquelles elles sont soumises et de l'environnement géographique et humain qui les influent ■



## Katrina : quel impact sur l'organisation des secours 5 ans après ?

**"Le projet civil le plus important de l'histoire"**

En ravageant le 29 août 2005 les côtes de la Louisiane, Katrina a provoqué la rupture des digues de protection de la Nouvelle Orléans. Plus de 1500 personnes ont péri dans cette catastrophe. Cinq ans après, les commémorations de ce triste anniversaire ont été une occasion pour le président Obama de rappeler les actions de génie civil entreprises depuis cette date pour sécuriser la Nouvelle Orléans face à une catastrophe d'une même ampleur. Ce sont près de 170 projets qui ont vu le jour pour rebâtir la région impactée. Des digues monumentales de 560 km sont en cours de construction, ainsi que des parois coulissantes anti-crue et 78 stations de pompage. Même si des centaines de familles vivent encore dans des logements provisoires, de nombreuses infrastructures scolaires et hospitalières ont été reconstruites. Mais au-delà des solutions techniques liées à la protection et la reconstruction de la Louisiane, les mutations engendrées par le passage de Katrina sont beaucoup plus profondes.

### Une nouvelle approche dans la coordination des secours

Dans son discours à l'université Xavier de Louisiane, le 29 août dernier, le président Obama a employé des mots très durs parlant « *d'une catastrophe naturelle mais également d'une catastrophe provoquée par l'homme, la dimension honteuse d'un gouvernement qui a abandonné à eux-mêmes un nombre incalculable d'hommes, de femmes et d'enfants.* » Katrina a agit

comme un révélateur, mettant au jour l'incohérence globale d'un système d'organisation des secours, révélant les défaillances en chaîne du système d'alerte et de réponse opérationnelle américain. Les guerres intestines que se livraient les diverses agences fédérales en charge de la gestion des secours ont lourdement pesé dans la mauvaise gestion de cette évènement. Le gouvernement fédéral étant devenu un « obstacle » et non un « partenaire » selon les termes de Barack Obama. Le carcan bureaucratique qui enserrait la gestion des capacités colossales d'intervention des moyens de secours, la confusion dans les prérogatives de chaque autorité et la multiplicité des centres de décision ont conduit à une impasse opérationnelle. Une redéfinition du système américain de réponse fédérale à la catastrophe a donc été entreprise. Cette refonte s'est traduite par la création du National response framework (NRF)<sup>1</sup> qui simplifie la coordination pluri-juridictionnelle en faisant émerger un commandement unifié. Tout comme le dispositif français ORSEC, l'on assiste à une convergence dans les logiques de conception des plans de secours. Dans ces versions remodelées, ces outils ont une faculté évolutive et adaptable pour répondre au schéma complexe et majorant des crises actuelles.

Des progrès dans la communication entre les services sur le terrain, la modernisation des communications d'urgence et l'assistance pour que les familles constituent leur plan de protection familiale font également partie des actions phares issues des retours d'expérience tirés du passage des ouragans Katrina et Rita en 2005 ■

Pour en savoir plus : <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/08/29/remarks-president-fifth-anniversary-hurricane-katrina-new-orleans-louisiana>



Source : NASA Goddard Photo and Video

(1) Structure de réponse nationale.



## **Point sur la catastrophe de Deepwater Horizon**

**L**a fuite de pétrole au large des côtes de Louisiane a pris fin le 4 août dernier, soit près de 100 jours après l'explosion et le naufrage de la plateforme Deepwater Horizon. Il sera difficile d'établir précisément l'ampleur de la fuite. Les estimations font état du déversement de 4,9 millions de barils soit 780 millions de litres de brut. Une partie du pétrole a été récupérée (environ 800 000 barils). Les conséquences de cette pollution sur la biodiversité sont pour l'instant encore difficiles à établir. Cela est notamment dû à l'utilisation massive de produits dispersants. Il est en effet laborieux de prévoir les répercussions de cet événement pour l'environnement à l'échelle microscopique mais aussi son impact à l'échelle de la société. De nombreux scientifiques craignent un désastre à rebours. Une surveillance pointilleuse de l'écosystème s'imposera afin de garantir un suivi des effets néfastes potentiels pour la biodiversité.

Par ailleurs, cette prise en compte du risque majorant que présentent les plateformes pétrolières contraint à une nouvelle approche du risque. Les installations étaient identifiées comme présentant un risque très élevé pour le personnel d'exploitation. Le 2 septembre dernier, une autre plateforme sise également dans le Golfe du Mexique

a été endommagée par une explosion sans provoquer de fuite significative. Deepwater confirme que ce type d'installation peut être encore plus dangereux que ce qui était jusqu'alors admis. Jusqu'à cette catastrophe, les grandes marées noires de l'histoire ont toutes été causées par des accidents ou des naufrages de pétroliers. L'enquête en cours, menée par les autorités américaines, visant à déterminer les causes du drame et définir les responsabilités, aidera vraisemblablement le législateur à la mise en œuvre d'une législation plus contraignante à l'égard du forage en mer et de l'exploitation du pétrole off shore. Par ailleurs, le bloc obturateur défectueux du puits, remis aux enquêteurs de la police fédérale américaine (FBI) constitue une pièce maîtresse pour établir un retour d'expérience sur l'origine de cette catastrophe. Des leçons ont déjà été tirées de ce désastre puisque quatre grands groupes pétroliers (Exxon-Mobil, Shell, Chevron et ConocoPhillips) ont préparé une réponse commune aux éventuelles futures marées noires. Ils ont établi un plan de déploiement d'un système de réponse rapide annoncé pour capturer et contenir des fuites (jusqu'à 100 000 barils/ jour) en cas d'explosions de puits de pétrole en eaux profondes (jusqu'à 3 000 mètres) dans le Golfe du Mexique ■

## **L'acceptabilité des populations à l'égard des risques : le cas chinois**

**L'**explosion suivie d'un incendie de deux oléoducs le 16 juillet dernier, a conduit au déversement probable de centaines de milliers de litres de pétrole dans la mer Jaune, au large de la province chinoise du Liaoning. Il est difficile de déterminer l'étendue de cette pollution, les autorités chinoises et la China national petroleum corp (CNPC) exploitant les oléoducs, s'étant empressées de minimiser son impact et d'annoncer un rapide retour à la normale. La stratégie de verrouillage de l'information pratiquée en Chine semble avoir pour l'instant fonctionné. Si on compare le poids médiatique de la catastrophe Deepwater et celui de l'affaire chinoise, force est de constater que ce dernier événement n'a pas provoqué de véritable polémique. Pourtant, ces deux désastres ont de nombreux paramètres communs : risque de même nature, défaillance d'installations pétrolières, territoire circonscrit mais très vaste (États-Unis et Golfe du Mexique versus Chine et mer

Jaune), zones touristiques impactées... Pourtant la marée noire en Chine n'a pas suscité un intérêt soutenu de la part des médias occidentaux. L'ampleur de la catastrophe de Deepwater apparaît être plus importante.

### **Le paradoxe chinois**

Le gouvernement chinois a néanmoins réussi à mettre un terme à la polémique tandis que la crédibilité de BP et du gouvernement américain ont été ébranlés. Le paradoxe est flagrant si l'on compare la stratégie de type « Deepwater », tournée vers la transparence de la communication, le déploiement rapide des indemnités permettant de couvrir en partie les pertes, combinée à une gestion hautement technique de la fuite de pétrole et par la recherche active des responsables dont les actes seront

[Retour sommaire](#)



immanquablement jugés sévèrement ; et la censure des autorités chinoises.

La politique autoritaire de la Chine n'explique pas tout dans ce cas. Elle a certes été facilitée par l'absence d'acteurs multinationaux comparable à BP dans cette catastrophe sino-centrée. Toutefois, des atteintes majeures à l'environnement en Chine pourraient rapidement acquérir une ampleur internationale (dispersion des produits polluants hors des zones sous contrôle chinois). Ce qui doit être souligné c'est le rapport au risque, qu'entretient la population des pays émergents, qui peut se comparer à celui qu'a connu l'Occident lors de sa phase d'essor économique pendant la Révolution industrielle. La prise de risque, à cette époque était justifiée voire légitimée par le bénéfice induit par la production de richesse.

### Un modèle qui a ses limites

La stratégie de déni du risque n'est pas viable sur le long terme. Toutes les études montrent que l'acceptabilité du risque diminue proportionnellement à l'accroissement du développement économique et social. Compte tenu, notamment, de la montée en puissance rapide d'une classe moyenne et de l'existence de réseaux d'accès à l'information mondiale, il est vraisemblable que la période de « tolérance » de la population sera moins longue que celle connue en Occident entre le 19<sup>e</sup> et le 20<sup>e</sup> siècle. La marge de manœuvre dont dispose la Chine tendra à se réduire de façon rapide.

L'État ne peut être aujourd'hui, seul maître de la proportionnalité de la prise de risque. L'amplification sociale du risque jouera très certainement un rôle de catalyseur efficace au profit des libertés publiques. Si les pouvoirs publics chinois ne veulent pas voir se déliter leur autorité et leur légitimité, ils se dirigeront bon gré mal gré vers un modèle plus respectueux des citoyens. Il n'y a aucune raison que cette tendance bien identifiée ne se vérifie pas dans des pays de type autoritaire comme la Chine. Dans un tel contexte, la communication jouera un rôle central. Elle aide à cerner la nature et la portée des risques, à éduquer et informer le public. Néanmoins, c'est un outil complexe, car comme nous l'avons souvent dit dans la LIREC il est indispensable que les enjeux de communication soient intégrés dans chacune des phases du cycle de maîtrise des risques. C'est à ce prix que la gestion de crise peut être maîtrisée. Cela oblige toujours à repenser les organisations, qu'elles soient publiques ou privées. C'est en partie pour cela que l'Occident a connu une évolution vers un modèle de plus en plus tourné vers la gouvernance après avoir éprouvé très longtemps le modèle classique de gouvernement, plus dirigiste, qui privilégie l'approche décisionnelle « top down ». Cette dernière a montré ses limites dans une société toujours plus en réseau et mondialisée, car il est plus difficile avec une telle approche, de bien prendre en compte les aspirations de la société civile à être mieux incluse dans le dispositif décisionnel ■

### Quel bilan en phase de postpandémie ?

**L'**Organisation mondiale de la santé - OMS - a déclaré le 10 août 2010, que nous entrons dans une période postpandémique, le niveau d'alerte de la pandémie de grippe A H1N1 a été ramenée de 6 à 5.

### Un risque toujours présent selon l'OMS

Le H1N1 n'est plus le virus grippal dominant. Ce constat s'explique par un changement dans les niveaux et les schémas de transmission du virus H1N1 dont l'intensité est désormais comparable à celle des épidémies saisonnières. Selon l'OMS, depuis le début de la pandémie en avril 2009, au moins 18 449 personnes seraient mortes

suite à une infection par ce virus. Le déclenchement de l'alerte de niveau 6 en juin 2009 avait laissé présager aux autorités une forte mortalité, ce qui a justifié l'engagement de dépenses de plus de 2,5 milliards d'euros. Une mobilisation sans précédent de la communauté internationale afin de dépister et notifier les cas rapidement<sup>2</sup> a, par ailleurs, été constatée. Le virus n'a pas muté vers une forme plus mortelle, la vaccination dans de nombreux pays y compris parmi les plus démunis, ainsi que l'absence d'une résistance généralisée aux antiviraux ont limité l'impact de la contamination. Néanmoins le virus n'a pas complètement disparu. Il a adopté le comportement d'un virus grippal saisonnier et continue de circuler. Des

(2) L'OMS a organisé le 16 août dernier un exercice de simulation de pandémie à Phnom Penh au Cambodge afin d'améliorer les capacités de réaction et de coordination de la région de l'Asie du Sud Est.

flambées localisées peuvent donc toujours se manifester dans certaines régions du globe. La vigilance reste de mise d'autant que plusieurs virus de la grippe ont circulé cette année dans les deux hémisphères.

## « Une crise sans crise »

C'est ce que conclut le rapport parlementaire de la commission d'enquête *sur la manière dont a été programmée, expliquée et gérée la campagne de vaccination contre la grippe A H1N1*, paru le 6 juillet 2010. Cette faiblesse relative de la virulence de la pandémie 2009-2010 de grippe A H1N1 a constitué un premier test de la mobilisation des pouvoirs publics français et va permettre d'établir un premier retour d'expérience. L'objectif du gouvernement est toujours clairement affiché : il s'agit d'être prêt en cas de pandémie plus virulente. Les divers rapports établis ces derniers mois pointent en effet du doigt les incohérences, la rigidité et la disproportion des mesures mises en œuvre.

Le retour sur la campagne de vaccination montre que le gouvernement français a opté pour un scénario majorant, prenant en compte une vaccination massive de la population avec la commande de 94 millions de doses au nom du principe de précaution. La disproportion entre les mesures prises et la mortalité a créé une crise de confiance de l'expertise et vis-à-vis des citoyens. Selon le rapport d'enquête, la campagne de vaccination contre la grippe A H1N1 a été un échec de santé publique en France, où moins de 8,5 % de la population a été vaccinée. Dans de nombreux pays ce taux est resté en dessous des 10 % hormis en Suède, au Canada et aux Etats-Unis. Le constat est préoccupant, le discrédit des autorités publiques laisse craindre des conséquences gravissimes en cas de pandémie plus virulente.

## Le retour d'expérience en France

Il est aujourd'hui nécessaire d'entreprendre un véritable travail de fond pour rendre audible sur de tels sujets la communication gouvernementale vers le grand public. La restauration, dans la confiance des autorités, passe aussi par la diffusion d'une culture de santé publique présentant l'incertitude scientifique indissociable comme une dominante.

Deux des quarante deux propositions émises par le rapport de la commission d'enquête visent à adapter le plan de prévention et de lutte contre la pandémie grippale. Ce dernier, prévu à la base pour le virus H5N1 a manqué de souplesse.

La première proposition parlementaire souhaite rendre plus modulable le plan, en y précisant les critères d'évaluation de la gravité du risque encouru afin de mieux identifier les catégories de mesures à prendre par niveau

d'alerte et en fonction de la sévérité de la pandémie. La seconde propose de définir les modalités d'organisation d'une campagne de vaccination pandémique. Entre 2009 et 2010, ce sont près de 40 circulaires interministérielles qui ont été produites pour l'organisation de la campagne de vaccination collective.

Autre proposition, le pilotage territorial de la crise doit être simplifié par le renforcement des prérogatives des préfets de zone. Le rapport préconise que la zone de défense devienne l'échelon de déclinaison des directives nationales. Pour ce faire les forces sanitaires au sein de l'échelon zonal doivent être renforcées.

## De nouveaux moyens de lutte contre les nouvelles formes de pandémies

Selon l'organisation de l'ONU en charge de l'alimentation et de l'agriculture- la FAO, une meilleure stratégie de prévention et de lutte contre les maladies animales pourrait agir sur les maladies infectieuses impactant la santé humaine. L'utilisation des terres, la dynamique écologique, notamment le changement climatique, et l'essor des échanges internationaux et des voies commerciales représentent de nouveaux enjeux pour la prévention et la lutte contre les maladies animales liées par ailleurs à la forte augmentation de la consommation de viande. Le coût global des conséquences de ces agents pathogènes devrait augmenter avec le temps. La FAO et l'OMS ont ainsi lancé l'initiative « One health » afin de détecter et combattre plus efficacement ces nouvelles maladies. Ce futur programme devrait permettre la mise en œuvre de stratégies efficaces de prévention et d'endigement, une meilleure gestion des risques d'émergence de nouvelles maladies, notamment par l'amélioration des connaissances de leurs causes dans la production animale et les écosystèmes correspondants. D'autres mesures sont envisagées tels que :

- le renforcement des systèmes d'alerte rapide et de détection;
- le développement des capacités de surveillance et de réponse;
- l'identification et l'évaluation des vecteurs de la maladie dans la production animale destinée à l'alimentation et dans la gestion des ressources naturelles;
- le renforcement des capacités des autorités vétérinaires en matière de préparation, de prévention et d'intervention face aux foyers de maladies animales;
- l'évaluation de l'impact social et économique des maladies;
- la collaboration de partenaires du secteur privé et du secteur public pour la santé des animaux d'élevage et de la faune sauvage ■

Pour en savoir plus : [http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/enquete\\_campagne\\_vaccination\\_grippeA.asp](http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/enquete_campagne_vaccination_grippeA.asp)  
<http://www.senat.fr/notice-rapport/2009/r09-685-1-notice.html>





## L'approche interministérielle de la communication de crise : le rôle du Service d'information du gouvernement

Par François Théron

*Chargé de mission auprès du Délégué interministériel à la Communication*

*Défense et sécurité nationale*

*Service d'information du Gouvernement*

La circulaire du Premier ministre du 23 mars 2006 confirme le rôle de coordination de la communication gouvernementale conféré au SIG - le Service d'information du Gouvernement et lui attribue, dans ce cadre, une mission particulière :

*« Le SIG participe à l'élaboration de la stratégie de communication de crise. Elle consiste notamment à mettre en place un dispositif interministériel de la communication de crise. A cet égard, le SIG, en liaison avec le SGDN<sup>3</sup>, effectue un travail de recensement des différentes typologies de crise auxquelles les pouvoirs publics pourront être confrontés. Il participe notamment à la rédaction des volets information et communication des plans gouvernementaux. »*

Le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale de juin 2008 conforte le rôle de la communication de crise, en l'intégrant de manière claire et incontestable dans le mécanisme général de conduite des crises en France :

*« La communication est partie intégrante de toute stratégie de sécurité nationale. La gestion d'une crise majeure impose, en tout premier lieu, de préserver le capital de confiance de la population envers les pouvoirs publics. Le silence de la puissance publique, l'image donnée de l'improvisation et de la dispersion en matière de communication, la fourniture d'argumentaires exclusivement défensifs alimentent toujours une anxiété, inévitablement répercutée et alimentée par les médias. » (p.188)*

Or une crise majeure impose l'adaptation du mode de gouvernance à des circonstances exceptionnelles et déstabilisantes pour la cohésion nationale. Cette adaptation, supposant à la fois la mobilisation de tous et un renforcement de certaines mesures d'ordre public, impose une grande transparence et une démarche proactive de communication de la part des pouvoirs publics, à tous

les niveaux. D'où l'importance de la communication et d'une institution comme le SIG.

### Le SIG, un rôle politique et stratégique

Le Service d'information du Gouvernement, sous la direction de M. Thierry Saussez, délégué interministériel à la Communication, ne se substitue pas aux ministères chargés de la conduite interministérielle des crises. Son rôle est davantage politique et stratégique.

En amont de la crise, le SIG participe à la planification gouvernementale en préparant les volets communication des plans nationaux aux côtés du SGDSN. Son objectif, à ce stade, est de se placer dans une vision prospective et d'être à l'écoute des opérationnels. C'est pourquoi le SIG a créé le Réseau interministériel permanent des communicants en situation de crise, qui se réunit mensuellement. Il participe aussi à des groupes de travail spécifiques, sur la grippe, la sortie d'une crise nucléaire ou sur le contenu des sites Internet de crise.

Le SIG contribue à l'organisation des exercices majeurs aux côtés du SGDSN, en contribuant au scénario médiatique et en jouant son rôle en Cellule de crise du Premier ministre (CCPM), à l'Hôtel de Matignon. En fonction des orientations données par le Premier ministre, les équipes du SIG vont définir la stratégie gouvernementale de communication, en insistant particulièrement sur les objectifs recherchés. Il appuie également les organes concernés du ministère en charge de l'Intérieur (au premier chef la Délégation à l'information et la communication - la DICOM Intérieur), et la Cellule interministérielle de crise (CIC). Ce dispositif reproduit celui prévu en cas de crise majeure réelle.

(3) Le Secrétariat général de la défense nationale, actuel Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN)



### La marge d'action opérationnelle du SIG

Le SIG garde toutefois une marge d'action opérationnelle interministérielle spécifique.

**La veille :** les équipes de veille et d'alerte du SIG, travaillant sur l'opinion, les médias et l'Internet, sont à même de produire et fournir à l'ensemble des décideurs publics concernés une information et une analyse permettant de mesurer rapidement l'impact de la conduite opérationnelle de la crise.

**Les sites et portails Internet :** le SIG, plus particulièrement son département Communication de crise, a créé et gère quotidiennement des outils Internet d'information et de prévention, tels que le site <http://www.pandemie-grip-pale.gouv.fr> ou le portail <http://www.risques.gouv.fr>, qui a été inauguré le 6 juillet 2010.

**Les guides :** le département Communication de crise du SIG a participé avec les ministères concernés à l'élaboration d'un guide pratique de la vie quotidienne en pandémie grippale et d'un guide de préparation aux situations d'urgence.

**Les campagnes :** les départements Communication externe et Communication de crise ont préparé en 2009 une « boîte à outils » destinée à être utilisée en cas de pic pandémique afin de compléter l'action menée par la CIC.

(4) Customer Relationship Management : gestion de la relation client

### Créer de nouveaux outils à disposition de l'ensemble des pouvoirs publics

Le SIG est à la veille du lancement de nouveaux outils destinés à faciliter la communication avec le public en situation de crise.

- Un centre de contacts interministériel multi-canal de crise : la nécessité d'un outil de réponse immédiate aux demandes des citoyens en période de crise, distinct du Réseau national d'alerte et complémentaire de l'information de prévention diffusée par Internet, a conduit le SIG à lancer la mise en place d'un centre de contacts multi-canal (utilisant l'ensemble des moyens de communication existant avec le public, du téléphone au courriel en passant par les SMS ou les réseaux sociaux). Ce centre de contact, véritable outil de CRM, permettra de recevoir un feedback complet du terrain en cas de crise. Cet outil sera à la fois à la disposition des administrations centrales, des administrations territoriales et des ambassades.

- Un dispositif d'organisation de la réponse de communication en cas de crise : partant du constat que les autorités concernées par la gestion de crise doivent tout à la fois être formées à la communication et intégrer cette dernière dans l'ensemble du processus décisionnel, le SIG travaille à la définition d'un outil de référence en matière de communication au service des pouvoirs publics ■

## La prévention contre les inondations et les submersions marines, une nouvelle priorité

Selon l'Institut de Biométéorologie de Florence, les pluies exceptionnelles qui se sont abattues sur l'Europe ces dernières années, seraient comparable au phénomène de 'mousson' et de nature à justifier l'emploi du terme. Les taux de précipitations anormalement élevés pourraient de ce fait devenir récurrents. La tempête Xynthia et les inondations intenses survenues dans le Var ont tragiquement révélé les limites actuelles en matière de protection contre des phénomènes de telle ampleur. La mission commune d'information du Sénat *sur les conséquences de la tempête Xynthia* a fort justement sous titré son rapport « pour éviter de nouveaux drames ». Elle a identifié trois principales lacunes : des règles inadaptées d'urbanisation, des digues peu efficaces et le constat d'un déficit opérationnel des systèmes de prévision et d'alerte. 92 propositions pour l'avenir ont été formulées dans le rapport. Afin de réduire la vulnérabilité des territoires soumis aux risques de submersion marine et d'inondation

rapide, le ministre de l'environnement, M. Jean Louis Borloo, a présenté le 13 juillet dernier en conseil des ministres, le « plan digues ». Ce plan soumis à concertation jusqu'au mois d'octobre propose 6 axes de travail :

- Maîtriser l'urbanisation dans les zones à risques ;
- Améliorer la chaîne de prévision, vigilance, alerte ;
- Renforcer les digues et systèmes de protection ;
- Organiser la maîtrise d'ouvrages des digues ;
- Renforcer les contrôles de sécurité des ouvrages de protection ;
- Améliorer la connaissance et la culture du risque.

Par ailleurs, la mise en œuvre des Plans de prévention des risques naturels (PPRN) devient une absolue nécessité selon les propos de M. Brice Hortefeux, ministre de l'intérieur. Un délai de trois ans a été fixé pour que l'ensemble des communes à risques dispose d'un tel outil de prévention ■

[Retour sommaire](#)



## Détection de matériels radioactifs

Par Denys MARION

Chargé de mission auprès du département Risques et Crises de l'INHESJ

Le *Los Alamos National Laboratory* (LANL), dans l'Etat du Nouveau Mexique, a développé une technologie permettant de détecter et de localiser très rapidement et avec une grande fiabilité la présence de matériaux radioactifs.

Il s'agit d'une application de la tomographie (technique d'imagerie permettant de reconstruire le volume d'un objet à partir de mesures prises à distance) qui utilise les muons<sup>5</sup>: les calculs effectués à partir des diverses trajec-

toires qu'empruntent ces particules finissent par dessiner une image en trois dimensions qui indique avec précision et en moins d'une minute où est située la menace.

L'exploitation commerciale de cette technologie a été confiée par le laboratoire à la société *Decision Science Corporation* (DSC) qui propose désormais sur le marché un scanner sous l'appellation *Guardian MT*. Ses domaines d'application sont multiples : les aéroports, le passage des frontières, les hangars de containers... ■

Pour en savoir plus : <http://www.lanl.gov/>

(5) Les muons sont des particules élémentaires produites par des rayons cosmiques.

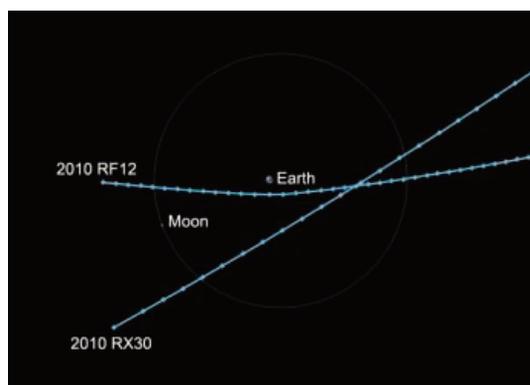
## À quand un plan pour lutter contre les astéroïdes?

Ce n'est bien sûr pas à l'ordre du jour, mais l'idée ne semble plus si saugrenue. Le 8 septembre dernier, deux astéroïdes ont frôlé la Terre, le plus proche étant passé à 79 000km de distance (cf. schéma). De nos jours, les chutes d'astéroïdes se sont raréfiées, les collisions avec la Terre sont moins fréquentes en raison de la reconfiguration des orbites, mais pas impossibles. Le phénomène le plus récent date de 1908, il s'agissait de l'explosion d'un astéroïde d'un million de tonnes à 8 km au dessus de la Toungouska. Son onde de choc, équivalente à celle de la bombe lancée sur Hiroshima, a détruit la forêt sur un rayon de 20 kilomètres et causé des dégâts sur une centaine de kilomètres. Selon l'échelle de Turin, une collision de la sorte avec destruction d'une région du monde est probable tous les 1 000 à 100 000 ans en moyenne. Un tel scénario cataclysmique n'appartient pas à la science fiction. Plus de

2000 astéroïdes ont été recensés dernièrement, cependant leur détection reste imprécise et tardive. En cas de menace réelle, la destruction ou la déviation de l'objet ne serait pas aisée. L'objectif premier est donc celui de la détection de ces objets et l'évaluation des risques qu'ils présentent. Il est d'ailleurs vraisemblable que si un tel événement devait se produire une prise en compte des risques systémiques (économiques, sociaux...) doit être considérée. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de l'ONU (COPUOS) élabore des procédures internationales et plaide pour la création d'un réseau mondial de surveillance qui rassemblerait les données récoltées par les diverses agences spatiales et permettrait d'accroître les efforts visant à mieux étudier ces objets célestes, mal connus des astrophysiciens ■

Pour en savoir plus :  
<http://www.oosa.unvienna.org/oosa/COPUOS/copuos.html>  
<http://www.futura-sciences.com/>

Trajectoire approximative calculée par la NASA



[Retour sommaire](#)





Général Laurent DEMOLINS  
Haut fonctionnaire de défense adjoint  
Chef du Service de défense, de sécurité et d'intelligence économique  
Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable  
et de la mer - MEEDDM

## Le volcan islandais : Retour sur la gestion d'une crise atypique

*La France et une grande partie de l'Europe ont connu du 15 avril au 22 avril 2010 une crise majeure, dite du volcan islandais. Susceptible d'altérer le fonctionnement des moteurs d'avions et de causer de graves incidents de vol, l'émission massive de particules volcaniques par l'Eyjafjallajökull a entraîné des perturbations exceptionnelles du trafic aérien emportant diverses conséquences sur la sécurité aérienne, les voyageurs, les transports et l'économie.*

*Après une phase initiale qui a pu laisser croire à une crise courte et limitée au domaine aérien et une fois passé l'effet de surprise face à un phénomène très inhabituel, une prise de conscience de la nature exacte de la crise et de toutes ses dimensions a permis de donner tous ses effets à une forte mobilisation des acteurs.*

*La caractérisation scientifique du phénomène, la mise en commun de compétences variées, un fort pragmatisme et la recherche de solutions innovantes tant pour ouvrir au plus tôt l'espace aérien que pour favoriser le post acheminement des voyageurs, un juste équilibre entre la stratégie définie au niveau central et la conduite de l'action par les échelons déconcentrés, sont autant de facteurs qui ont permis de dénouer avec un certain succès une crise complexe et nouvelle.*

### Une crise soudaine, intense et sans visibilité initiale quant à sa durée

Survenue le jeudi 15 avril 2010 de façon soudaine et intense, la crise entraîne une fermeture partielle de l'espace aérien et s'apparente initialement à une crise à cinétique rapide. Le samedi 17 avril, elle prend une tournure interministérielle et majeure, seul l'espace aérien du sud de la France restant ouvert. Le dimanche 18 avril, les efforts de coordination entre les principaux acteurs traitant des transports se développent fortement sous l'impulsion du cabinet du MEEDDM mais sans visibilité cependant quant à la durée probable de la crise.

Le lundi 19 avril, un premier renversement de tendance s'opère qui se traduit par un début de réouverture du ciel et l'annonce, en soirée, d'une ouverture plus importante pour le lendemain. Cette évolution favorable est confirmée le 20 avril, la sortie de crise devient effective les mercredi 21 et jeudi 22 avril avec la réouverture totale de l'espace aérien, tandis que le retour de certains ressortissants français encore bloqués hors de métropole est annoncé sous 48 à 72 heures.

Cette crise aura eu des conséquences majeures. La paralysie d'une grande partie de l'espace aérien français pendant près de quatre jours aura constitué la plus importante crise aérienne à laquelle la France aura été confrontée. Des dizaines de milliers de voyageurs, en cours ou en instance de départ en voyage, se sont ainsi retrouvés bloqués (ressortissants français à l'étranger et étrangers en France), certains se retrouvant en situation de précarité. Cette situation a aussi engendré une très forte sollicitation du réseau diplomatique et consulaire.

Les pertes économiques auront été importantes. La compagnie Air-France estime ainsi que la semaine de crise a représenté une perte cumulée de 260 M€ de chiffre d'affaires et de 160 M€ de résultat d'exploitation (7 000 vols non effectués et 700 000 passagers non transportés). Les activités de fret, les exportations et importations, le tourisme national (perte de 60 000 touristes aériens étrangers chaque jour) sont autant de secteurs qui ont souffert de cette crise.

### Une crise totalement inédite mais aussi internationale, intermodale et « interminable »

L'aspect atypique de la crise s'est avéré à plusieurs titres. En premier lieu, parce que l'absence d'un précédent similaire en France ou en Europe n'a pas permis de disposer d'emblée d'une « boîte à outils sur étagère » directement adaptée à la gestion d'une telle crise.

En second lieu, du fait même de son pilotage, la désignation du MEEDDM - et non du ministère de l'Intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales (MIOMCT) comme pilote interministériel de la crise - est apparue pour beaucoup d'observateurs comme inattendue au regard de la lecture que certains pouvaient faire jusqu'à présent du Livre blanc sur la sécurité et la défense nationale.

Enfin, à l'inverse d'autres crises, le terme de celle-ci n'était aucunement perceptible, l'éventualité d'une perturbation forte et durable ne pouvant être exclue faute d'information scientifique fiable quant à la durée prévisible de l'éruption.



Des circonstances favorables ont aussi facilité le traitement de la crise. On peut citer la présence en France d'un volcanologue islandais spécialiste de l'Eyjafjallajokull, qui a apporté une aide substantielle à l'analyse du phénomène observé, l'évolution météorologique qui s'est finalement révélée favorable dès le 20 avril, une éruption qui est demeurée limitée dans le temps (elle avait duré une année en 1783). La période des vacances scolaires a, quant à elle, grandement facilité le recours aux cars et autobus pour transporter nombre de voyageurs en complément des trains SNCF.

Outre ces aspects inhabituels, cette crise a aussi présenté **plusieurs facteurs de complication**. Elle s'est avérée être une crise **internationale** par l'étendue de son champ géographique et en raison des effets induits tant sur le trafic aérien passager que sur le retour des voyageurs vers leur pays d'origine au delà même de la France et de l'Europe occidentale.

Loin de se limiter au domaine aérien, elle est aussi apparue comme fortement **intermodale**, cet aspect constituant un facteur de complication supplémentaire pour sa gestion, qu'il s'agisse de la coordination entre modes de transports ou de la coordination entre acteurs. Cette difficulté intrinsèque a été d'autant plus délicate à résoudre que la crise est survenue dans une période de grands départs en vacances (vacances de Pâques) et de mouvement social à la SNCF.

La crise a aussi mis en évidence la sensibilité de la **coordination public-privé**, les objectifs des pouvoirs publics (gestion de l'espace aérien et pour partie des transports) pouvant être parfois différents des enjeux plus économiques du secteur privé (opérateurs privés de transport et de tourisme).

Enfin, la crise du volcan islandais a pu sembler « **interminable** ». Si dans le champ de l'aérien, des problèmes graves limités à une durée de deux ou trois jours peuvent être gérés avec une relative aisance, leur prolongation en complique largement la gestion. Cet aspect « interminable » a aussi résulté de l'incertitude et de l'aléa liés à l'événement, la durée de la présence de cendres relevant à la fois de la situation volcanologique et des éléments naturels, données en elles-mêmes non maîtrisables. Impression d'autant plus forte qu'elle pouvait se combiner avec la crainte que la sortie de crise ne soit compromise ou largement retardée du fait d'un incident de vol même non dramatique (avarie mécanique sur un ou plusieurs aéronefs).

## Des priorités clairement affichées et un engagement fort des acteurs

Les pouvoirs publics et notamment le ministre d'État en charge de la gestion de la crise, et la cellule interministérielle de crise placée auprès du ministre, ont très vite déterminé les objectifs à atteindre pour limiter au mieux les conséquences perturbatrices de l'éruption. Dans **l'établissement**

**de priorités claires** réside vraisemblablement l'une des clés du succès à laquelle il convient de rajouter l'engagement des parties et leur volonté de coopération, au niveau central ou déconcentré, qu'il s'agisse des pouvoirs publics ou des entreprises privées et publiques.

La priorité absolue qui s'attachait à garantir la sécurité aérienne a conduit à fermer rapidement et dans des proportions significatives une partie de l'espace aérien. La nécessité de prendre en charge les passagers bloqués à l'étranger est apparue en second lieu, l'objectif visant à permettre à ces derniers de rejoindre le plus rapidement possible la métropole dans un premier temps puis leur domicile. En troisième lieu, une attention particulière a été portée aux conséquences économiques que la crise emportait pour les principaux acteurs concernés.

Au plan gouvernemental, la désignation par le Premier ministre du MEEDDM en qualité de pilote interministériel de la crise constitue sans aucun doute une évolution qui démontre l'adaptabilité et la souplesse de l'État en matière de pilotage des crises, le MEEDDM s'attachant à piloter la crise de façon effective et coordonnée.

**Les acteurs** les plus directement concernés (DGAC - Direction générale de l'aviation civile, Air-France, Aéroports de Paris - ADP, Fédération nationale de l'aviation marchande - FNAM, Météo France, Ineris, Institut de physique du globe de Paris, etc.) **ont largement contribué à une bonne gestion opérationnelle** de la crise par différents moyens tels que la mise en œuvre de multiples vols d'évaluation, la création de corridors aériens, la mise en place de cartes plus adaptées et d'une information spécifique délivrée aux passagers, la surveillance de la qualité de l'air, des analyses du phénomène volcanique et des données relatives aux poussières volcaniques. L'ensemble des actions menées a permis d'apporter de la souplesse à un dispositif partiellement figé en raison d'un manque de connaissance précise du phénomène, de privilégier une démarche faite de pragmatisme et d'opérer, dans des délais aussi rapides que le permettaient les informations recueillies, une sortie de crise maîtrisée.

De surcroît, l'attention portée par la DGAC à l'optimisation de l'espace ouvert et à une réouverture progressive et volontariste de l'espace aérien, sur la base notamment d'une analyse multicritères, a sans aucun doute également constitué l'une des clés du succès de la gestion de la crise dans le domaine aérien.

L'action combinée de ces acteurs et du ministère des Affaires étrangères et européennes a permis une décrue rapide (relativement aux circonstances) du nombre de Français bloqués à l'étranger. De 100 000 le 17 avril 2010, leur nombre passe à 80 000 le 20, 40 000 le 21, 21 000 le 22, et à moins de 1 000 à la fin avril. Par ailleurs, la France a été en mesure de proposer à ses partenaires européens des solutions techniques facilitant la sortie de crise aérienne.

Dans une période de pointe (vacances de Pâques) et dans un contexte de fort mouvement social, la SNCF a pu



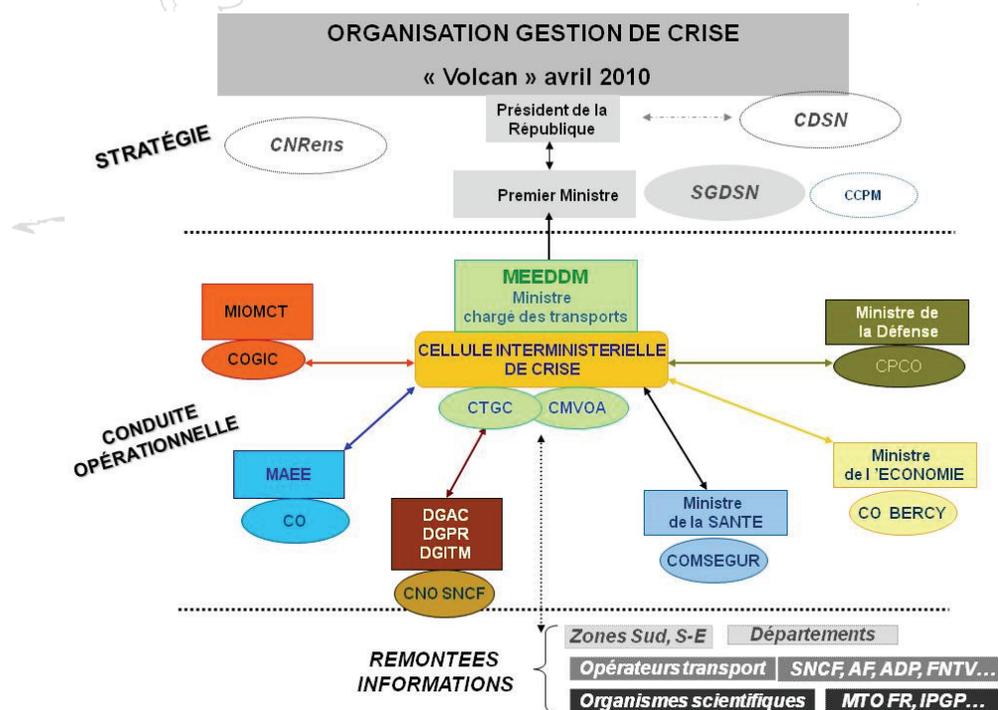
mettre en place un nombre significatif de trains en renforcement ou supplémentaires et à certaines occasions (Bordeaux) des trains-dortoirs pour aider des passagers aériens en déshérence. Elle a également consenti, malgré des difficultés techniques de mise en œuvre, à un effort significatif de solidarité nationale par l'offre de tarifs réduits spécifiques.

Fortement mobilisés, « taxis de la Marne de l'opération », les opérateurs du transport routier de personnes (bus, autocars) ont apporté une grande souplesse au post-acheminement des voyageurs et largement participé à la résolution de la crise. À durées de transport sensiblement comparables, il importe bien de veiller à limiter les ruptures de charge entre différents modes de transports terrestres.

Aux **niveaux déconcentrés**, l'action de coordination des acteurs menée par les zones de défense, les régions ou les départements directement concernés par l'ouverture

d'un ou plusieurs aéroports a été déterminante et a également constitué **l'une des clés du succès**. Les échelons déconcentrés (activation de Centres opérationnels départementaux ou zonaux) ont ainsi joué un rôle déterminant dans la mise en œuvre concrète de l'intermodalité. La mobilisation réussie des zones de défense, en particulier des zones Sud-Ouest et Sud plus directement concernées, et de Centres opérationnels départementaux a ainsi permis de décliner la gestion de la crise dans un réel souci de proximité et d'efficacité.

De cette expérience inédite, on pourrait donc retenir que l'analyse précise d'une crise et l'engagement de ses acteurs, l'affichage de priorités claires et la recherche d'une coordination optimisée, la complémentarité des actions menées au niveau central avec celles conduites aux niveaux déconcentrés, figurent sans aucun doute parmi les facteurs déterminants du succès de la gestion d'une crise ■



- ADP : Aéroport de Paris
- AF : Air France
- CCPM : Cellule de crise du Premier ministre
- CDSN : Conseil de défense et de sécurité nationale
- CMVOA : Centre ministériel de veille opérationnelle et d'alerte
- CNO SNCF : Centre national des opérations de la SNCF
- CNRens : Conseil national du renseignement
- CO : Centre opérationnel
- COGIC : Centre opérationnel de gestion interministérielle des crises
- COMSEGUR : Centre opérationnel du ministère chargé de la santé
- CPCO : Centre de planification et de commandement des opérations

- CTGC : Centre technique de gestion de crise
- DGAC : Direction générale de l'aviation civile
- DGITM : Direction générale des infrastructures, des transports et de la mer
- DGPR : Direction générale de la prévention des risques
- FNTV : Fédération nationale des transports de voyageurs
- IPGP : Institut de physique du globe de Paris
- MAEE : Ministère des affaires étrangères et européennes
- MEEDDM : Ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer
- MIOMCT : Ministère de l'intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales
- SGDSN : Secrétariat général à la défense et à la sécurité nationale

### **Du 21 au 23 septembre 2010, Paris**

3<sup>e</sup> édition PREVIRISQ : « Le rendez-vous européen de la prévention des inondations et de l'aménagement durable des villes »

*Pour plus d'informations :*

<http://www.previrisq2010.com/>

### **22 septembre, Paris**

Conférence sur la prévention des inondations

*Pour plus d'informations :*

<http://www.plan-loire.fr>

### **Du 30 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2010, Lille**

Le Colloque Final du programme de Recherche « Risque Décision Territoire » du Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de la Mer

*Pour plus d'informations :*

<http://www.rdtrisque.org/programme/folder.2010-06-02.8983241708/folder.2010-07-20.3650989340/>

### **12 octobre 2010, Paris**

La concertation sur les risques industriels

*Pour plus d'informations :*

<http://www.icsi-eu.org/>

### **Du 13 au 14 octobre, Bourges**

Forum Environrisk

*Pour plus d'informations :*

<http://www.envirorisk-forum.com/accueil.htm>

### **14 octobre, Nantes**

« Inondation: les temps de la crise »

*Pour plus d'informations :*

[www.plan-loire/RDV2010](http://www.plan-loire/RDV2010)

### **Du 19 au 21 octobre, Peshawar, Inde**

Second international disaster management conference (IDMC - 2010)

*Pour plus d'informations :*

<http://www.idmc.pk>

### **22 novembre 2010, Grenoble**

Colloque international « Résilience organisationnelle et industrielle. Défis sociaux et techniques pour faire face aux risques et incertitudes »

*Pour plus d'informations :*

[http://www.msh-alpes.fr/documents/EJC\\_Resilience\\_organisationnelle\\_flyer.pdf](http://www.msh-alpes.fr/documents/EJC_Resilience_organisationnelle_flyer.pdf)

### **Du 24 au 26 novembre 2010, Florence, Italie.**

Conférence Internationale sur les risques en montagne

*Pour plus d'informations :*

[http://www.coe.int/t/dg4/majorhazards/activites/2010/Florence\\_MountainRisksConference\\_24-26nov2010.pdf](http://www.coe.int/t/dg4/majorhazards/activites/2010/Florence_MountainRisksConference_24-26nov2010.pdf)

### **25 novembre 2010, Paris**

Colloque : Mondialisation, virtualisation, externalisation. L'entreprise a-t-elle encore la maîtrise de sa sécurité ?

*Pour plus d'informations :*

<https://www.cdse.fr/spip.php?article566>

# Réponses des mots croisés de l'été



## HORIZONTALE

1. Genre de roman
4. Même quand on croit ne pas en prendre on en prend une quand même
7. Avant-hier
9. On peut en avoir contre une personne.
11. Raccourcit la durée de la vie mais peut également la sauver.
13. Indissociable des petits pois (phonétique)
14. Secret des couples qui fonctionnent bien
15. Fumeur islandais incommode, surtout en cas de trajet aérien
16. Sur les côtes de Louisiane, elle fait rire jaune
17. Proche de l'incident.
18. Concept tiré de la mécanique et applicable à la psychologie.

## VERTICALE

2. Synthétise les données de la maréchaussée
3. Peut être armée même en temps de paix
5. On les attend quand on ne peut faire autrement
6. Long chemin balisé d'étapes et pouvant déboucher sur une décision
8. N'est pas cuite
10. Principe bien difficile à mettre en œuvre
11. A donné son nom à une pâte dentaire
12. Survient parfois dans un verre d'eau
13. N'est pas seulement une banque à laquelle on peut parler

Cette lettre d'information est disponible après inscription à l'adresse : [lirec@inhesj.fr](mailto:lirec@inhesj.fr)



INSTITUT NATIONAL  
DES HAUTES ÉTUDES  
DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE

INHESJ - Département Risques et Crises

Chef du département : Gérard Pardini - Rédacteur : Nacéra Amraoui

*Les informations contenues dans ce document sont issues de sources ouvertes et ne sauraient être interprétées comme une position officielle ou officieuse de ses rédacteurs ou des services de l'État.*

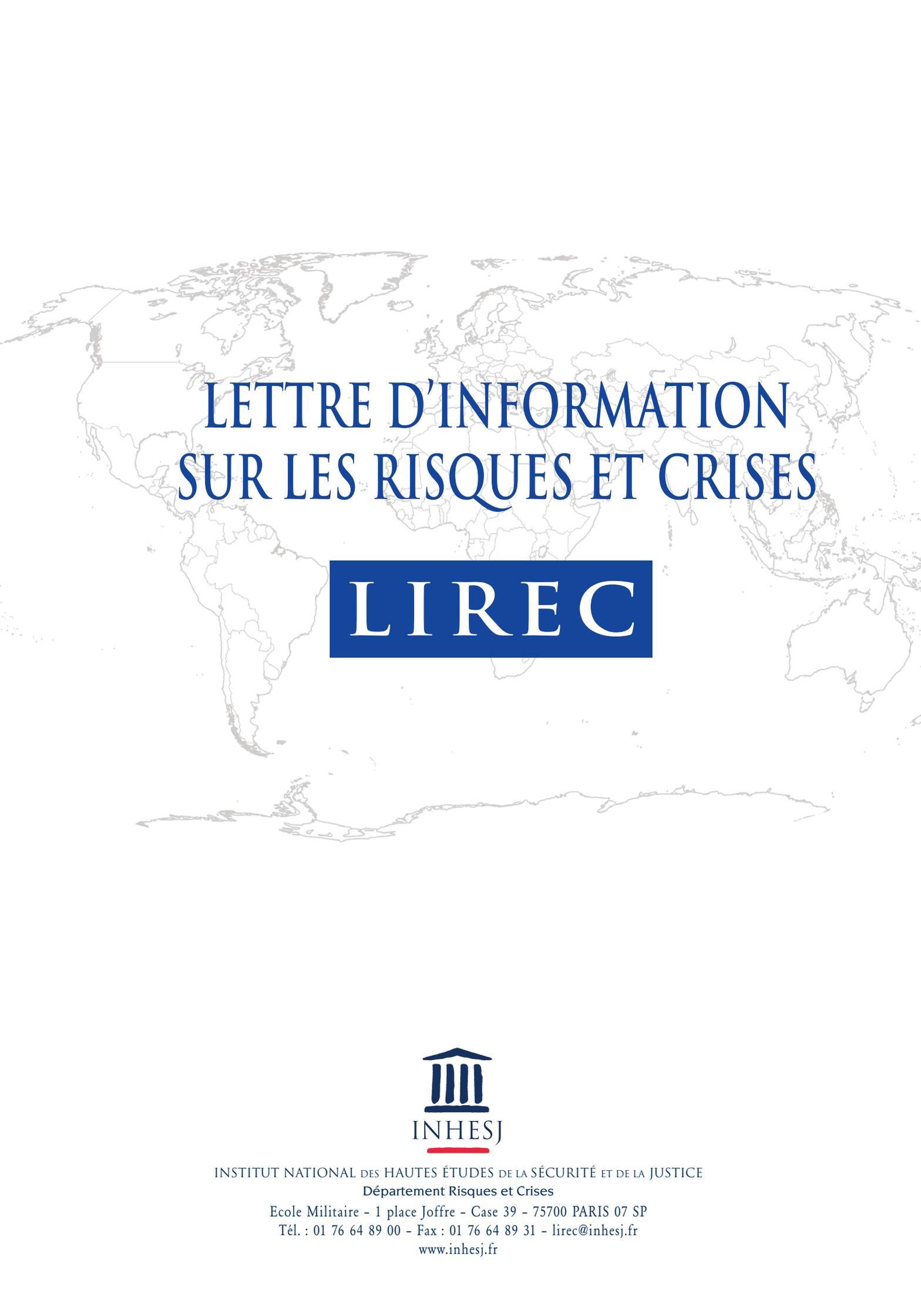
Faites nous parvenir régulièrement sur [lirec@inhesj.fr](mailto:lirec@inhesj.fr)

*toute information concernant un événement, une manifestation : nous la diffuserons.*

Site internet de l'INHESJ : [www.inhesj.fr/](http://www.inhesj.fr/)

[Retour sommaire](#)





# LETTRE D'INFORMATION SUR LES RISQUES ET CRISES

# LIREC



INHESJ

INSTITUT NATIONAL DES HAUTES ÉTUDES DE LA SÉCURITÉ ET DE LA JUSTICE  
Département Risques et Crises

Ecole Militaire - 1 place Joffre - Case 39 - 75700 PARIS 07 SP  
Tél. : 01 76 64 89 00 - Fax : 01 76 64 89 31 - [lirec@inhesj.fr](mailto:lirec@inhesj.fr)  
[www.inhesj.fr](http://www.inhesj.fr)